

Regards sur la société canadienne

Les femmes vivant dans un logement subventionné au Canada

par Farhana Khanam

Date de diffusion : le 11 avril 2023



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca.

Vous pouvez également communiquer avec nous par :

Courriel à infostats@statcan.gc.ca

Téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

- | | |
|-----------------------------------------------------------------------------|----------------|
| • Service de renseignements statistiques | 1-800-263-1136 |
| • Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants | 1-800-363-7629 |
| • Télécopieur | 1-514-283-9350 |

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous « Contactez-nous » > « [Normes de service à la clientèle](#) ».

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population du Canada, les entreprises, les administrations et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques exactes et actuelles.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par le ministre de l'Industrie, 2023

Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'[entente de licence ouverte](#) de Statistique Canada.

Une [version HTML](#) est aussi disponible.

This publication is also available in English.

Les femmes vivant dans un logement subventionné au Canada

by Farhana Khanam

Remerciements

Cette étude a été financée par Femmes et Égalité des genres Canada.

Aperçu de l'étude

Au Canada, l'accès à un logement convenable et abordable a été reconnu comme un besoin extrêmement important par tous les ordres de gouvernement. Plus récemment, les défis sociaux directement et indirectement liés à la pandémie de COVID-19, y compris les mesures de confinement, les fluctuations dans le marché de l'habitation, les répercussions sur le marché du travail et les obstacles qui empêchent de trouver d'autres solutions de logement, pourraient tous avoir une incidence sur la demande en logements subventionnés.

Dans la présente étude, à l'aide de données provenant principalement de l'Enquête canadienne sur le logement de 2021, on examine les caractéristiques des Canadiens et des Canadiennes qui vivent dans un logement subventionné, et ce en tenant compte des différences entre les genres. On y traite des expériences vécues par les locataires qui habitent un logement subventionné et de leur satisfaction à l'égard de leur logement et de leur quartier, en établissant des comparaisons avec leurs homologues qui vivent dans un logement locatif non subventionné.

- En 2021, 3 % des Canadiens et des Canadiennes de 15 ans et plus, soit environ 842 000 personnes, vivaient dans un logement subventionné; les femmes étaient plus susceptibles que les hommes de vivre dans une telle habitation (3 % par rapport à 2 %).
- En 2021, 24 % des femmes qui avaient déjà été en situation d'itinérance vivaient dans un logement subventionné. Ce pourcentage était huit fois supérieur à celui observé chez leurs homologues qui n'avaient jamais connu l'itinérance (3 %).
- Parmi les personnes les plus susceptibles d'habiter un logement subventionné, on retrouvait également les femmes séparées, divorcées ou veuves (7 %); les femmes monoparentales (9 %); et les femmes vivant dans un ménage d'une seule personne (9 %). En particulier, les femmes qui étaient séparées, divorcées ou veuves (7 %) étaient sept fois plus susceptibles que les femmes mariées (1 %) de vivre dans un logement subventionné.
- Les personnes vivant dans un logement subventionné étaient plus susceptibles d'être insatisfaites à l'égard de la sécurité de leur logement que celles vivant dans un logement locatif non subventionné. Plus précisément, les femmes vivant dans un logement subventionné étaient près de deux fois plus susceptibles que les femmes vivant dans un logement locatif non subventionné de se sentir insatisfaites à l'égard de leur sécurité (13 % par rapport à 7 %).
- Une proportion plus faible de personnes vivant dans un logement subventionné ont déclaré qu'elles se sentaient tout à fait en sécurité ou plutôt en sécurité lorsqu'elles marchent seules dans leur quartier après la tombée de la nuit, comparativement à celles vivant dans un logement non subventionné. Chez les personnes responsables des décisions relatives au logement pour leur ménage, 45 % des femmes vivant dans un logement subventionné ont indiqué se sentir en sécurité lorsqu'elles marchent seules dans leur quartier après la tombée de la nuit, comparativement à 61 % des femmes vivant dans un logement non subventionné.

- Les locataires d'un logement subventionné étaient plus susceptibles que les autres locataires d'indiquer le besoin d'obtenir plus de services médicaux, de services de soutien communautaire et de services de transport en commun dans leur quartier. Par exemple, chez les personnes responsables des décisions relatives au logement pour leur ménage, 40 % des femmes vivant dans un logement subventionné ont déclaré le besoin d'obtenir plus de services de soutien communautaire, comparativement à 19 % des femmes vivant dans un logement locatif non subventionné.

Introduction

L'accès à un logement stable, sécuritaire, de grande qualité et abordable représente l'un des déterminants sociaux de la santé les plus fondamentaux et puissants, car celui-ci peut avoir une incidence sur la qualité de vie dans son ensemble, de même que sur le sentiment de vie privée et de sécurité^{1,2}. Un logement en piètre état (p. ex. un logement nécessitant des réparations majeures) et des caractéristiques de quartier négatives (p. ex. un taux de criminalité élevé ou des activités illicites, le bruit, le manque d'espaces verts ou d'espaces extérieurs sécuritaires) ont été identifiés comme étant des facteurs de risque en ce qui concerne les maladies infectieuses et chroniques, les blessures, de même qu'une santé et un bien-être généraux de piètre qualité^{3,4}.

Au Canada, l'accès à un logement convenable et abordable est considéré comme un besoin extrêmement important par tous les ordres de gouvernement, et le droit au logement est reconnu par la [Loi sur la stratégie nationale sur le logement](#). Une composante importante de la politique et des programmes sur le logement concerne le logement subventionné, aussi appelé le logement social et abordable. Selon le modèle de logement subventionné, les ménages à faible revenu paient un loyer en fonction de leur revenu pour une unité de logement qui ne se trouve pas sur le marché immobilier⁵.

Dans ce modèle, la répartition des logements et les mécanismes d'établissement du loyer ne sont ainsi pas entièrement dictés par l'offre et la demande du marché.

Plus récemment, en raison de la pandémie de COVID-19, les défis liés à l'accès à un logement abordable, convenable et stable ont été exacerbés, particulièrement au sein des populations marginalisées. Les conditions de logement défavorables, comme les logements surpeuplés ou ceux en piètre état nécessitant des réparations, sont plus souvent observées chez les Autochtones⁶.

Au Canada, le marché du logement a été frappé par la pandémie et les pressions inflationnistes. Malgré de récentes baisses, le prix des maisons a augmenté considérablement au cours des dernières années. Par conséquent, bon nombre de ménages canadiens se butent maintenant à des problèmes d'abordabilité et doivent trouver une façon de jongler avec la hausse des coûts liés au logement et aux autres dépenses essentielles, comme la nourriture, le transport et le chauffage.

De plus, les défis sociaux liés à la pandémie, tels que les mesures de confinement et les obstacles empêchant de trouver des solutions de rechange en matière de logement, ont touché de façon disproportionnée les femmes et les enfants et pourraient avoir fait en sorte d'accroître la demande de logements subventionnés. Par exemple, les longues périodes

passées à la maison ont été associées à un risque accru de violence familiale^{7,8} et, pour de nombreuses femmes, le logement subventionné peut être une solution pour se sortir de relations de violence^{9,10,11}.

Enfin, les interruptions de travail causées par la pandémie de COVID-19 ont aussi eu des répercussions financières sur de nombreux ménages, touchant les femmes et les familles financièrement vulnérables de façon disproportionnée^{12,13,14}. Ces différences mettent en évidence l'importance d'examiner les expériences en matière de logement subventionné selon la perspective des genres.

Par l'intermédiaire de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, le gouvernement du Canada collabore avec ses partenaires provinciaux et territoriaux dans le but de permettre aux résidents du Canada à faible revenu d'accéder à un logement abordable et convenable. Dans le cadre des programmes offerts, les locataires paient un loyer en fonction de ce que le ménage est jugé en mesure de payer. Le logement peut être subventionné par différentes sources, par exemple, divers ordres de gouvernement, les coopératives d'habitation, les organismes sans but lucratif, les employeurs et les membres de la famille.

Fondé sur les données de l'Enquête canadienne sur le logement (ECL) de 2021, le présent article traite des expériences vécues par les hommes et les femmes qui habitent

un logement subventionné (voir l'encadré « [Sources de données, méthodes et définitions](#) »). La première partie de l'article fournit un profil des femmes et des hommes¹⁵ qui ont recours au logement subventionné au Canada. Dans la deuxième partie, on se penche sur la relation entre le logement subventionné et la satisfaction à l'égard de la qualité du logement et du quartier.

Dans le présent article, on présente à la fois des analyses descriptives et des analyses multivariées. Les résultats en ce qui a trait aux caractéristiques sociodémographiques ont été estimés à partir des renseignements sur tous les membres du ménage âgés de 15 ans et plus¹⁶. Cependant, les résultats au sujet de l'itinérance, de la satisfaction à l'égard du logement et de la satisfaction à l'égard du quartier ont été obtenus uniquement auprès de la personne de référence pour le ménage. Par conséquent, ces résultats ne représentent pas nécessairement les perceptions de toutes les personnes qui vivent dans ce ménage¹⁷.

En 2021, 3 % des femmes vivaient dans un logement subventionné, comparativement à 2 % des hommes

En 2021, 3 % des Canadiens et des Canadiennes de 15 ans et plus, soit environ 842 000 personnes, vivaient dans un logement subventionné au moment de l'enquête (tableau 1). Parmi ces personnes, environ 507 000 étaient des femmes, ce qui signifie que 3 % des femmes de 15 ans et plus vivaient dans un logement subventionné. Cette proportion était supérieure à celle de 2 % (335 000 hommes) observée chez les hommes.

Parmi les subventions octroyées pour le loyer, les plus courantes étaient les

subventions gouvernementales, avec 66 % des répondants ayant déclaré ce type de subvention. De plus, 16 % des répondants ont déclaré avoir obtenu une subvention par l'intermédiaire d'une coopérative d'habitation, et 12 %, par l'intermédiaire d'un organisme sans but lucratif. Aucune différence n'a été observée entre les genres.

Il est à noter que, selon le Recensement de 2021, 16,8 % des Canadiens et des Canadiennes vivaient dans un logement non abordable. Il est donc possible qu'un grand nombre de personnes dans le besoin n'aient pas accès à des subventions au logement.

Parmi les personnes ayant les revenus les plus faibles, 1 sur 6 vit dans un logement subventionné

Le logement subventionné est une forme d'aide financière qui comprend l'aide au loyer, le supplément au loyer, les allocations de loyer ou les situations où le loyer est fondé sur le revenu.

En 2021, 17 % des personnes faisant partie du quintile de revenu inférieur (revenu du ménage inférieur à 26 608 \$) vivaient dans un logement subventionné. Cette situation était plus souvent observée chez les femmes du quintile de revenu inférieur, dont 19 % habitaient un logement subventionné, que chez les hommes qui vivaient dans un ménage ayant le même revenu (14 %) (tableau 1). Comme on pouvait s'y attendre, la probabilité de vivre dans un logement subventionné diminuait à mesure que le revenu du ménage augmentait.

Par ailleurs, les personnes étant incapables d'occuper un emploi rémunéré en raison d'une maladie de longue durée ou d'une incapacité

étaient les plus susceptibles de vivre dans un logement subventionné, et ce plus particulièrement chez les femmes. En 2021, 13 % des femmes incapables d'occuper un emploi rémunéré au cours des 12 derniers mois, en raison d'une maladie de longue durée ou une incapacité, habitaient un logement subventionné, et e comparativement à 1 % des femmes qui occupaient un emploi rémunéré, 5 % de celles qui étaient à la recherche d'un emploi, 5 % de celles qui prenaient soin de la famille, et 4 % de celles qui étaient à la retraite. Des tendances semblables ont été observées chez les hommes.

Un pourcentage supérieur de mères seules et de femmes séparées, divorcées ou veuves vivent dans un logement subventionné

Les parents seuls sont souvent plus susceptibles que les autres types de famille de vivre dans un ménage à faible revenu¹⁸. Cette situation explique pourquoi ils étaient aussi plus susceptibles d'habiter un logement subventionné (8 %) que les membres des familles composées de deux parents (1 %). En fait, parmi tous les types de structures familiales, ce sont les mères seules qui vivaient le plus souvent dans un logement subventionné (9 %); venaient ensuite les pères seuls (6 %), les femmes seules (7 %) et les hommes seuls (5 %) (tableau 1). Il convient de mentionner que l'on donne plus souvent la priorité aux familles avec des enfants, par rapport aux adultes seuls, lorsque des unités de logements subventionnés deviennent disponibles.

Dans l'ensemble, la dissolution du mariage ou la perte d'un partenaire augmentait la probabilité de vivre dans un logement subventionné.

Les femmes vivant dans un logement subventionné au Canada

En particulier, 7 % des personnes qui étaient séparées, divorcées ou veuves habitaient un logement subventionné, comparativement à 1 % de celles qui étaient mariées ou vivaient en union libre. Bien que cette situation ait été observée tant chez les femmes que chez les hommes, la différence était un peu moins marquée chez les hommes. En effet, les hommes séparés, divorcés ou veufs étaient cinq fois, plutôt que sept fois, plus susceptibles de vivre dans un logement subventionné que les hommes mariés.

Les femmes ayant un niveau de scolarité moins élevé sont plus susceptibles de vivre dans un logement subventionné

Le niveau de scolarité a été lié au fait de vivre dans un logement subventionné, même si l'ampleur de cette relation était plus grande chez les femmes. En effet, un niveau de scolarité plus élevé est généralement associé à un emploi stable et à des gains plus élevés, ainsi qu'à une plus faible probabilité de vivre dans un logement subventionné.

En 2021, 7 % des femmes et 5 % des hommes sans diplôme d'études secondaires vivaient dans un logement subventionné — un taux qui était environ 1,5 fois supérieur à celui enregistré chez les personnes dont le plus haut niveau de scolarité atteint était un diplôme d'études secondaires (tableau 1). Parmi les personnes dont le niveau de scolarité était inférieur au baccalauréat, les femmes étaient toujours plus susceptibles que les hommes d'habiter un logement subventionné. En revanche, aucune

Tableau 1
Caractéristiques des locataires vivant dans un logement subventionné ou non subventionné, selon le genre, 2021

	Femmes		Hommes	
	Logements locatifs subventionnés	Logements locatifs non subventionnés	Logements locatifs subventionnés	Logements locatifs non subventionnés
	pourcentage			
Caractéristiques personnelles et du ménage				
Total	3,2[†]	24,1	2,2	24,7
Revenu du ménage ajusté¹				
Quintile inférieur (moins de 26 608 \$) (réf.)	18,7 [†]	43,5 [†]	13,9	45,1
Quintile 2 (26 608 \$ à 46 538 \$)	7,6 ^{*†}	38,0 [*]	5,6 [*]	39,9
Quintile 3 (46 539 \$ à 70 230 \$)	2,0 [*]	29,1 [*]	1,7 [*]	30,2 [*]
Quintile 4 (70 231 \$ à 106 674 \$)	1,0 [*]	20,5 ^{*†}	0,8 [*]	22,8 [*]
Quintile supérieur (106 675 \$ et plus)	0,2 [*]	11,8 [*]	0,2 [*]	12,3 [*]
Activité principale au cours des 12 derniers mois				
Travailler à un emploi rémunéré ou à son propre compte (réf.)	1,3 [†]	24,7	1,1	25,5
Chercher un emploi	5,0 [*]	34,9 [*]	3,5 [*]	33,6 [*]
Étudier	3,7 [*]	29,4 [*]	2,8 [*]	29,5 [*]
S'occuper de la maison	4,2 [*]	20,3 ^{*†}	3,5 [*]	29,8
S'occuper d'autres membres de la famille	5,0 [*]	24,8	5,1 [*]	23,3
Être à la retraite	4,1 ^{*†}	18,2 ^{*†}	2,7 [*]	14,8 [*]
Maladie de longue durée ou incapacité	13,1 ^{*†}	30,8 [*]	8,9 [*]	31,4 [*]
Faire du bénévolat	7,2 [*]	23,4	8,3 [*]	27,8
Pas d'activité principale ou autre activité	6,8 [*]	24,3	7,0 [*]	29,5
Genre de famille de recensement				
Couple avec enfants	2,0 [*]	14,6 [*]	1,3 [*]	15,1 [*]
Couple sans enfants	1,1 [*]	20,3 [*]	0,7 [*]	20,1 [*]
Famille monoparentale (réf.)	9,1 [†]	33,9	6,4	33,3
Hors famille de recensement	7,3 ^{*†}	41,3 ^{*†}	4,6 [*]	47,8 [*]
Taille du ménage				
1 (réf.)	9,2 [†]	39,3 [†]	6,4	43,1
2	2,1 ^{*†}	25,5 [*]	1,4 [*]	25,3 [*]
3	2,4 ^{*†}	23,3 [*]	1,5 [*]	23,4 [*]
4	1,6 [*]	17,1 [*]	1,4 [*]	16,9 [*]
5 et plus	2,7 ^{*†}	17,3 [*]	2,0 [*]	19,7 [*]
État matrimonial				
Marié(e)	1,5 [*]	15,2 [*]	1,1 [*]	15,2 [*]
En union libre	0,7 [*]	31,3	1,1 [*]	31,5
Jamais marié(e) (ne vivant pas en union libre)	9,3 [†]	32,5	3,5	34,2
Séparé(e), divorcé(e) ou veuf(ve)	6,7 ^{*†}	30,9 [*]	5,1 [*]	33,2

Tableau 1

Caractéristiques des locataires vivant dans un logement subventionné ou non subventionné, selon le genre, 2021

Caractéristiques personnelles et du ménage	Femmes		Hommes	
	Logements locatifs subventionnés	Logements locatifs non subventionnés	Logements locatifs subventionnés	Logements locatifs non subventionnés
	pourcentage			
Plus haut niveau de scolarité atteint				
Sans diplôme d'études secondaires (réf.)	6,6 [‡]	27,5	4,8	26,6
Diplôme d'études secondaires	4,4 ^{‡*}	24,1 [*]	2,8 [*]	24,8
Certificat ou diplôme d'une école de métiers ou d'un collège, ou certificat universitaire inférieur au baccalauréat	3,1 ^{‡*}	23,2 [*]	1,7 [*]	22,8 [*]
Baccalauréat ou diplôme de niveau supérieur	1,2 [*]	23,6 ^{‡*}	1,1 [*]	25,9
Itinérance				
A été sans-abri	24,1 ^{‡*}	41,6 [*]	16,1 [*]	43,5 [*]
N'a jamais été sans-abri (réf.)	2,9 [‡]	23,8	1,9	24,4
Identité autochtone				
Autochtone	9,7 [*]	34,0	6,8 [*]	31,1
Premières Nations	12,5 ^{‡*}	38,7 [*]	8,6 [*]	36,2 [*]
Métis	6,0 [*]	29,2	4,6	26,3
Inuit	21,3 [*]	34,4	20,4 [*]	14,5 [*]
Non-Autochtone (réf.)	3,0 [‡]	23,8	2,1	24,5
Groupe racisé				
Sud-Asiatique	2,7	17,9 ^{‡*}	2,2	26,3
Chinois	1,0 [*]	13,8 [*]	0,6 [*]	18,7 [*]
Noir	14,2 ^{‡*}	39,7 [*]	10,2 [*]	45,3 [*]
Philippin	2,1	35,7 [*]	1,7	36,2 [*]
Arabe ou Asiatique occidentale	3,5 [*]	37,3 [*]	3,0	42,9 [*]
Latino-Américain	7,1 [*]	40,5 ^{‡*}	6,0 [*]	49,5 [*]
Asiatique du Sud-Est	1,6	29,8	2,1	29,7
Autre groupe racisé	5,1	34,6 [*]	3,4	35,1 [*]
Personnes non racisées et non autochtones (réf.)	2,6 [‡]	22,5	1,7	21,8

* valeur significativement différente de l'estimation pour la catégorie de référence ($p < 0,05$)

‡ valeur significativement différente de l'estimation pour les hommes ($p < 0,05$)

1. Le revenu du ménage ajusté est calculé en divisant le revenu du ménage par la racine carrée de la taille du ménage.

Source : Statistique Canada, Enquête canadienne sur le logement, 2021.

différence entre les genres n'a été observée chez les personnes titulaires d'un baccalauréat ou d'un diplôme de niveau supérieur. En effet, 1 % de ces femmes et de ces hommes vivaient dans un logement subventionné.

Les expériences d'itinérance sont étroitement liées au fait de vivre dans un logement subventionné

Les expériences d'itinérance, liées à des facteurs de risque individuels et systémiques¹⁹, peuvent augmenter la probabilité de vivre dans un logement subventionné.

Par ailleurs, les programmes de l'approche « Logement d'abord » visent précisément à sortir les gens de l'itinérance, plus particulièrement les personnes qui vivent en situation d'itinérance chronique. À ce titre, le fait d'être une personne sans-abri peut être un critère d'admissibilité pour certains programmes d'aide au logement.

Dans le cadre de l'ECL, les questions sur l'itinérance, qui comprennent le fait de vivre dans un refuge, dans la rue ou dans les parcs, ou encore dans un véhicule, sont posées seulement aux personnes responsables des décisions relatives au logement pour leur ménage. Par conséquent, les

réponses fournies ne représentent pas les points de vue de toutes les personnes vivant dans ce ménage.

Parmi les femmes qui avaient déjà été en situation d'itinérance, près du quart (24 %) vivaient dans un logement subventionné en 2021 (tableau 1). Ce pourcentage était environ huit fois supérieur à celui observé chez les femmes qui n'avaient jamais connu l'itinérance (3 %). Les répercussions de l'itinérance étaient toutefois moins marquées chez les hommes, bien que tout de même importantes. En 2021, 16 % des hommes qui avaient déjà été en situation d'itinérance habitaient un logement

subventionné, comparativement à 2 % de ceux qui ne l'avaient jamais été.

Même après avoir tenu compte de l'effet d'autres caractéristiques sociodémographiques, le fait d'avoir été en situation d'itinérance à un moment ou l'autre de la vie augmentait la probabilité de vivre dans un logement subventionné. Chez les femmes, celles qui avaient déjà été en situation d'itinérance étaient plus susceptibles par 9 points de pourcentage d'habiter un logement subventionné que celles qui n'avaient jamais été en situation d'itinérance (tableau A1). Chez les hommes, ceux qui avaient connu l'itinérance étaient plus susceptibles par 7 points de pourcentage de vivre dans un logement subventionné.

Les Autochtones, particulièrement les Inuit, sont plus susceptibles de vivre dans un logement subventionné, en partie en raison des subventions accordées dans le Nord

Dans l'ensemble, environ 7 % des hommes autochtones et 10 % des femmes autochtones vivaient dans un logement subventionné (tableau 1). Les proportions, bien qu'elles soient supérieures à celles enregistrées chez les non-Autochtones (3 % des femmes et 2 % des hommes), variaient selon le groupe autochtone, le taux de logements subventionnés étant le plus élevé chez les Inuit.

En 2021, 21 % des Inuit ont déclaré vivre dans un logement subventionné, reflétant en grande partie le fait que des subventions sont offertes afin d'aider avec le coût de la vie élevé dans le Nord. Par exemple, le gouvernement

du Nunavut fournit un logement locatif subventionné ou paie une subvention aux employés nommés pour une période déterminée et indéterminée, afin de couvrir la différence de coût entre les villes et communautés nordiques et les centres d'emploi dans le Sud, et ce dans le but de faciliter le recrutement et le maintien en poste du personnel²⁰.

Aucune différence significative n'a été observée entre les hommes et les femmes inuit — ils étaient tout aussi susceptibles de vivre dans un logement subventionné. Cependant, des différences entre les genres ont été constatées chez les Premières Nations vivant hors réserve, les femmes des Premières Nations étant plus susceptibles d'habiter un logement subventionné (13 %) que les hommes des Premières Nations (9 %). Aucune différence entre les genres n'a été observée chez les Métis.

Les Noirs et les Latino-Américains sont plus susceptibles de vivre dans un logement subventionné

La probabilité de vivre dans un logement subventionné était plus élevée chez les Noirs, particulièrement les femmes noires. En 2021, 14 % des femmes noires et 10 % des hommes noirs louaient un logement subventionné (tableau 1), comparativement à 1 % des Chinois, 2 % des Asiatiques du Sud-Est, 2 % des Philippins et 2 % des personnes non racisées et non autochtones.

Les Latino-Américains étaient aussi parmi les plus susceptibles d'habiter un logement subventionné (7 % des femmes et 6 % des hommes), mais sans différence significative entre les genres.

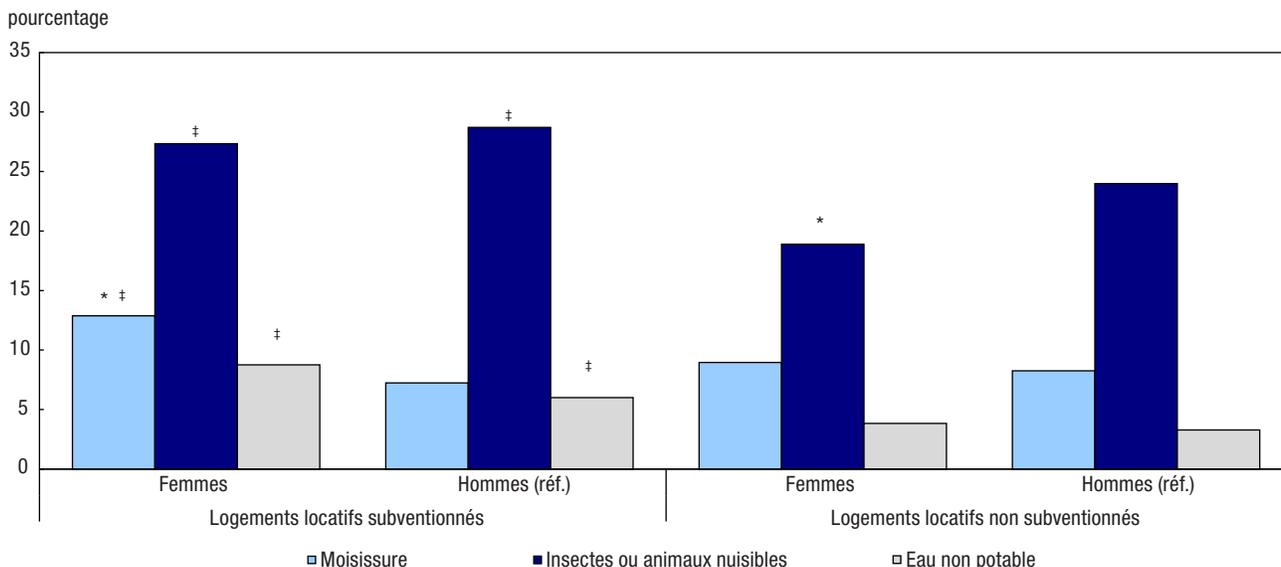
Un pourcentage plus élevé de personnes vivant dans un logement subventionné ont eu des problèmes d'insectes ou d'animaux nuisibles et d'eau non potable, comparativement aux autres locataires

Pour étudier les problèmes de logement vécus par les hommes et les femmes vivant dans un logement subventionné, trois problèmes majeurs ont été examinés : la moisissure, les insectes ou animaux nuisibles, et l'eau non potable. Dans l'ensemble, un pourcentage plus élevé de personnes vivant dans un logement subventionné ont indiqué avoir eu des problèmes d'insectes ou d'animaux nuisibles et d'eau non potable, comparativement à leurs homologues habitant un logement locatif non subventionné (graphique 1).

Parmi ces trois problèmes, le plus courant était les infestations d'insectes ou d'animaux nuisibles. En 2021, 27 % des femmes et 29 % des hommes vivant dans un logement subventionné ont indiqué avoir un problème d'insectes ou d'animaux nuisibles dans leur logement, comparativement à moins du quart des locataires d'un logement non subventionné (19 % des femmes et 24 % des hommes). Aucune différence entre les genres n'a été observée en ce qui a trait aux problèmes d'infestations d'insectes ou d'animaux nuisibles et d'eau non potable chez les locataires d'un logement subventionné. Cependant, les femmes qui habitaient un logement subventionné étaient près de deux fois plus susceptibles que les hommes de déclarer des problèmes de moisissure (13 % par rapport à 7 %).

Graphique 1

Problèmes de logement vécus par les locataires vivant dans un logement subventionné ou non subventionné, selon le genre, 2021



* valeur significativement différente de l'estimation pour la catégorie de référence ($p < 0,05$)

‡ valeur significativement différente de l'estimation pour les personnes vivant dans un logement locatif non subventionné ($p < 0,05$)

Source : Statistique Canada, Enquête canadienne sur le logement, 2021.

Les femmes vivant dans un logement subventionné sont plus susceptibles d'être insatisfaites à l'égard de la sécurité de leur logement

Le sentiment de satisfaction à l'égard du logement et les perceptions quant à la sécurité personnelle sont des dimensions importantes du bien-être dans le contexte du logement subventionné.

Dans l'ensemble, les femmes vivant dans un logement subventionné étaient beaucoup plus susceptibles que les femmes vivant dans un logement non subventionné de déclarer être insatisfaites ou très insatisfaites à l'égard de la sécurité de leur logement (13 % par rapport à 7 %) (graphique 2). Chez les hommes, la différence était beaucoup moins prononcée : 8 % des hommes vivant dans un logement subventionné

étaient inquiets à propos de leur sécurité, comparativement à 7 % de ceux qui louaient un logement non subventionné.

Outre l'aspect de la sécurité, les femmes vivant dans un logement subventionné étaient plus susceptibles que les femmes vivant dans d'autres logements locatifs de se sentir insatisfaites quant à la superficie de leur logement, à l'état général du logement et à la température de leur résidence pendant l'été. Cela dit, l'insatisfaction à l'égard du logement n'était pas systématiquement plus élevée chez les personnes qui vivaient dans un logement subventionné. En effet, les locataires de logements non subventionnés étaient plus souvent insatisfaites à l'égard du contrôle de la température en hiver et de l'accessibilité.

Les locataires d'un logement subventionné sont plus susceptibles que les locataires d'un logement non subventionné d'être insatisfaites à l'égard de leur quartier

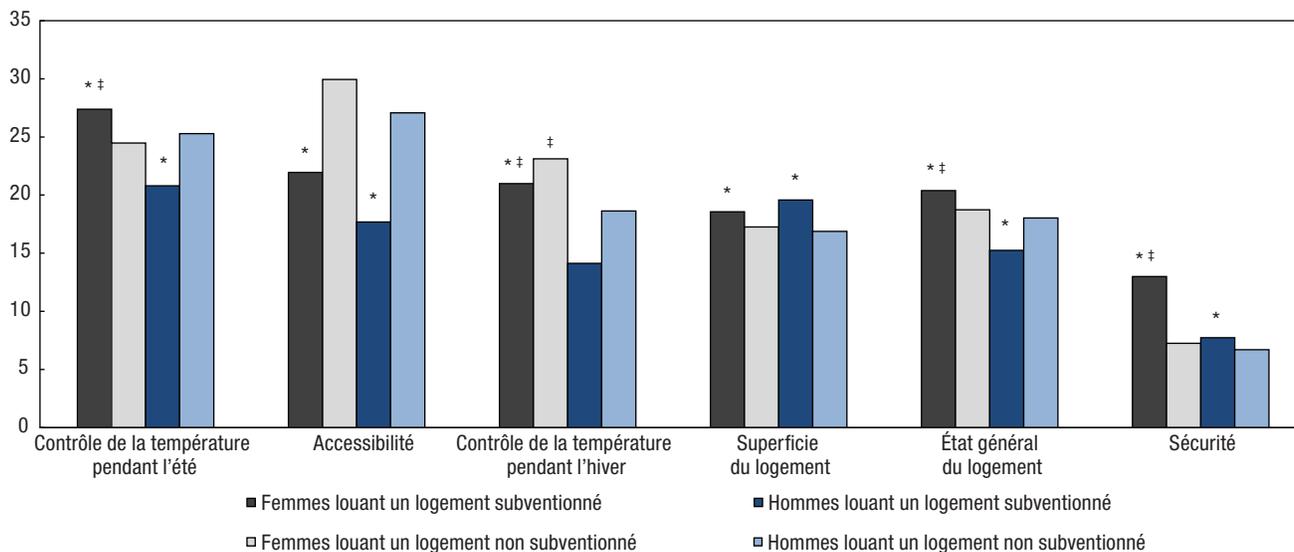
Des différences ont été observées au sujet de l'insatisfaction générale à l'égard du quartier entre les locataires de logements subventionnés et de logements non subventionnés.

Par exemple, chez les personnes responsables des décisions relatives au logement pour leur ménage²¹, les femmes (12 %) et les hommes (10 %) vivant dans un logement subventionné étaient jusqu'à deux fois plus susceptibles d'être insatisfaites ou très insatisfaites à l'égard de leur quartier que les femmes (6 %) et les hommes (7 %) habitant un logement non subventionné (tableau 2). Ces

Graphique 2

Insatisfaction à l'égard du logement chez les locataires vivant dans un logement subventionné ou non subventionné, selon certaines caractéristiques du logement et le genre, 2021

pourcentage de personnes insatisfaites ou très insatisfaites



* valeur significativement différente de l'estimation pour la catégorie de référence ($p < 0,05$)

† valeur significativement différente de l'estimation pour les hommes ($p < 0,05$)

Source : Statistique Canada, Enquête canadienne sur le logement, 2021.

résultats concordent avec ceux d'une autre étude canadienne, selon laquelle le taux de satisfaction à l'égard du quartier est moins élevé chez les locataires de logements subventionnés (75 %) que chez les locataires de logements non subventionnés (81 %)²².

Le degré plus élevé d'insatisfaction à l'égard du quartier chez les locataires de logements subventionnés se maintient après la prise en compte d'autres facteurs. Plus précisément, après la prise en compte d'un éventail de caractéristiques sociodémographiques, les femmes et les hommes vivant dans un logement subventionné avaient, respectivement, une probabilité plus élevée de 4 points de pourcentage et de 1 point de pourcentage d'indiquer qu'ils étaient insatisfaites ou très insatisfaites à l'égard de leur quartier, comparativement

à leurs homologues habitant un logement locatif non subventionné (tableau A2).

Une proportion plus élevée de femmes vivant dans un logement subventionné ne se sentent pas en sécurité de marcher seules dans leur quartier après la tombée de la nuit, comparativement à leurs homologues masculins

Dans le cadre de l'étude, des renseignements ont été recueillis sur une caractéristique importante du quartier, à savoir si les répondants se sentaient en sécurité de marcher seuls dans leur quartier après la tombée de la nuit.

Parmi les personnes responsables des décisions relatives au logement pour leur ménage, 45 % des femmes vivant dans un logement subventionné

ont indiqué se sentir en sécurité lorsqu'elles marchaient seules dans leur quartier après la tombée de la nuit, comparativement à 61 % des femmes habitant un logement non subventionné (tableau 2). Ces pourcentages étaient tout de même inférieurs à ceux observés chez les hommes : 71 % des hommes vivant dans un logement subventionné et 80 % de ceux habitant un logement non subventionné ont déclaré se sentir en sécurité après la tombée de la nuit.

Dans le même ordre d'idées, les femmes étaient plus susceptibles de déclarer ne pas marcher seules après la tombée de la nuit que les hommes — particulièrement les femmes qui vivaient dans un logement subventionné. Plus précisément, près du tiers (29 %) des femmes habitant un logement subventionné ne marchaient pas seules après la

Les femmes vivant dans un logement subventionné au Canada

tombée de la nuit, tandis qu'un peu moins de 1 femme sur 5 (19 %) vivant dans un logement non subventionné faisait la même déclaration.

Quel que soit leur genre, les locataires vivant dans un logement subventionné étaient plus susceptibles d'estimer qu'un plus grand nombre d'actes criminels étaient commis dans leur quartier que les locataires habitant un logement non subventionné. De plus, une proportion supérieure de personnes vivant dans un logement subventionné que de personnes habitant un logement locatif non subventionné faisaient état des problèmes suivants dans leur quartier : voisins bruyants, vandalisme, commerce de drogues et autres problèmes de quartier. En outre, la principale préoccupation chez les locataires de logements subventionnés était les gens qui consomment ou vendent des

drogues, un peu plus de la moitié ayant indiqué cette préoccupation (52 % des femmes et 51 % des hommes).

Les femmes vivant dans un logement subventionné sont plus susceptibles d'estimer que plus de services de soutien communautaire sont nécessaires dans leur quartier, comparativement à leurs homologues locataires d'un logement non subventionné

La satisfaction à l'égard du quartier dépend aussi de la disponibilité de services et de commodités à distance de marche, particulièrement lorsque l'accès à un véhicule personnel est limité.

Parmi les locataires de logements subventionnés et non subventionnés, la plupart des répondants ont

déclaré que des boutiques, des magasins et des marchés, ainsi que des services médicaux étaient nécessaires dans leur quartier. Cependant, comparativement aux locataires d'un logement non subventionné, ceux qui vivaient dans un logement subventionné étaient plus susceptibles d'indiquer un besoin en termes de services médicaux, de services de transport en commun, de services de soutien communautaire et de services d'aide à l'emploi dans leur quartier.

En ce qui concerne les différences entre les genres, les femmes, peu importe le type de logements locatifs, étaient beaucoup plus susceptibles que les hommes de déclarer qu'il y avait un besoin en termes de services médicaux. Ce besoin était le plus important chez les femmes vivant dans un logement subventionné, plus des deux tiers (68 %) d'entre elles

Tableau 2

Satisfaction à l'égard du quartier chez les locataires vivant dans un logement subventionné ou non subventionné, selon le genre, 2021

	Logements locatifs subventionnés		Logements locatifs non subventionnés	
	Femmes	Hommes (réf.)	Femmes	Hommes (réf.)
	pourcentage			
Satisfaction générale à l'égard du quartier				
Très satisfait(e) ou satisfait(e)	74,8 [‡]	80,3 [‡]	85,6	82,8
Ni satisfait(e) ni insatisfait(e)	12,8 [‡]	10,0	8,7	10,7
Insatisfait(e) ou très insatisfait(e)	12,3 [‡]	9,7 [‡]	5,7	6,5
Niveau de criminalité perçu par rapport à d'autres régions au Canada¹				
Plus élevé	52,2 [‡]	55,0 [‡]	48,0	49,1
À peu près le même	47,8 [‡]	45,0 [‡]	52,0	51,0
Sentiment de sécurité en marchant seul(e) dans le quartier				
Tout à fait ou plutôt en sécurité	45,2 ^{*‡}	70,5 [‡]	60,9 [*]	80,2
Pas très ou pas du tout en sécurité	25,3 ^{*‡}	19,7 [‡]	20,4 [*]	15,4
Ne marche jamais seul(e)	29,4 ^{*‡}	9,8 [‡]	18,7 [*]	4,4
Problèmes dans le quartier				
Fêtes ou voisins bruyants	42,9 [‡]	41,3 [‡]	37,6	39,1
Déchets ou ordures qui traînent	48,7 [‡]	44,2 [‡]	43,7	44,6
Vandalisme, graffitis ou autres dommages	36,0 ^{*‡}	42,1 [‡]	31,7	33,1
Gens qui consomment ou vendent des drogues	51,5 [‡]	50,7 [‡]	41,7	39,1
Gens en état d'ébriété ou faisant du tapage dans les endroits publics	42,1 [‡]	44,8 [‡]	32,3	34,1

* valeur significativement différente de l'estimation pour la catégorie de référence ($p < 0,05$)

‡ valeur significativement différente de l'estimation pour les personnes vivant dans un logement locatif non subventionné ($p < 0,05$)

1. Selon les résultats de l'Enquête canadienne sur le logement de 2018 puisque cette information n'a pas été recueillie en 2021.

Source : Statistique Canada, Enquête canadienne sur le logement, 2021.

Les femmes vivant dans un logement subventionné au Canada

ayant indiqué un grand besoin ou un besoin modéré de services médicaux dans leur quartier (graphique 3). Le besoin et la demande de services médicaux dans le quartier, combinés à des facteurs tels que l'accès à un mode de transport personnel et au

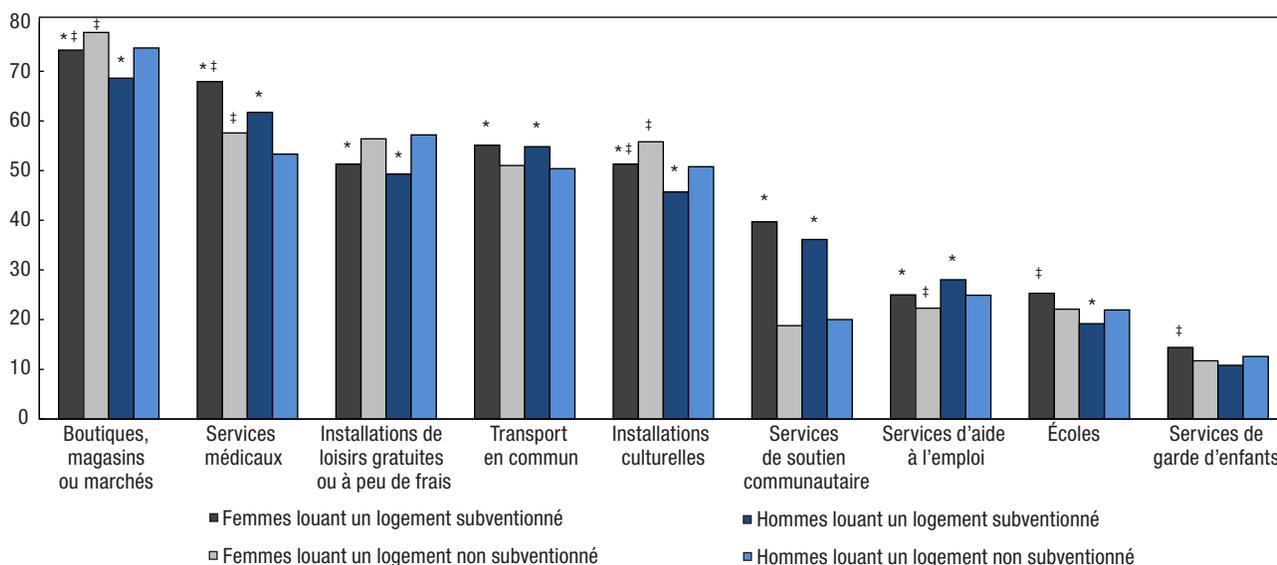
transport en commun, pourraient être liés à la moins bonne santé générale autodéclarée chez les personnes vivant dans un logement subventionné. En 2021, 63 % des femmes et 37 % des hommes qui habitaient un logement subventionné

ont qualifié leur santé de passable ou mauvaise, comparativement à 52 % des femmes et à 49 % des hommes qui vivaient dans un logement locatif non subventionné.

Graphique 3

Pourcentage de locataires qui ont indiqué un grand besoin ou un besoin modéré relativement à certains services dans leur quartier, locataires vivant dans un logement subventionné ou non subventionné, selon le genre, 2021

pourcentage de personnes ayant un grand besoin ou un besoin modéré de services



* valeur significativement différente de l'estimation pour la catégorie de référence ($p < 0,05$)

† valeur significativement différente de l'estimation pour les hommes ($p < 0,05$)

Source : Statistique Canada, Enquête canadienne sur le logement, 2021.

Conclusion

La présente étude fournit un portrait des femmes et des hommes qui vivent dans un logement subventionné au Canada. Ces renseignements ont d'importantes répercussions, car la détermination des différences selon le genre, en ce qui concerne le logement subventionné, est la clé pour comprendre et améliorer la disponibilité du logement abordable et convenable.

Les résultats montrent qu'en 2021, 3 % des personnes de 15 ans et plus, soit environ 842 000 personnes,

vivaient dans un logement subventionné, les femmes étant plus susceptibles que les hommes de vivre dans une telle habitation (3 % par rapport à 2 %).

Les personnes qui avaient déjà été en situation d'itinérance étaient particulièrement susceptibles d'habiter un logement subventionné. Plus particulièrement, les femmes qui avaient déjà connu l'itinérance étaient huit fois plus susceptibles de vivre dans un logement subventionné que les femmes qui n'avaient jamais vécu l'itinérance.

Les personnes séparées, divorcées ou veuves et les parents seuls faisaient aussi partie des personnes les plus susceptibles de vivre dans un logement subventionné. Un certain nombre de facteurs — tels qu'un plus grand fardeau en ce qui a trait aux soins des enfants et des membres de la famille, ainsi que les emplois précaires faiblement rémunérés ayant une incidence sur leur vulnérabilité financière des femmes — pourraient également faire en sorte d'augmenter leur besoin en termes de logements subventionnés.

Les femmes vivant dans un logement subventionné au Canada

La présente étude fournit également une analyse de la satisfaction à l'égard du logement selon le genre. Tant les hommes que les femmes vivant dans un logement subventionné étaient plus susceptibles d'être insatisfaits à l'égard de la sécurité de leur logement, comparativement à leurs homologues habitant un logement locatif non subventionné. En ce qui a trait à la satisfaction générale à l'égard de leur quartier, les hommes et les

femmes vivant dans un logement subventionné étaient beaucoup plus susceptibles d'exprimer une insatisfaction, comparativement à leurs homologues habitant un logement locatif non subventionné. Les résultats indiquent aussi que des proportions plus élevées d'hommes et de femmes vivant dans un logement subventionné ont déclaré un grand besoin ou un besoin modéré de services médicaux, de services

de soutien communautaire et de services de transport en commun dans leur quartier, comparativement à leurs homologues habitant un logement locatif non subventionné.

Farhana Khanam est analyste de recherche au Centre de renseignements et d'innovation en données sociales de Statistique Canada.

Sources de données, méthodes et définitions

Sources de données

Le présent article est fondé sur les données de l'Enquête canadienne sur le logement (ECL) de 2021. Toutefois, les résultats concernant le niveau de criminalité perçue sont fondés sur les données de l'ECL de 2018 car cette information n'a pas été recueillie en 2021.

L'ECL est une enquête commanditée par la Société canadienne d'hypothèques et de logement. La population cible de l'enquête est constituée de ménages privés à l'échelle des provinces et des territoires au Canada. Sont exclues de l'enquête les personnes vivant dans un logement collectif, comme un établissement de soins infirmiers, une résidence pour personnes âgées ou un refuge²³.

Pour répondre au questionnaire de l'ECL, une personne repère de chaque ménage échantillonné a été identifiée. Une personne repère est un membre du ménage responsable des décisions relatives au ménage. Les réponses portant sur la satisfaction à l'égard du logement, la satisfaction à l'égard du quartier et la santé autodéclarée reflètent donc le point de vue de la personne repère seulement, et non celui des autres membres du ménage. Toutefois, les renseignements sociodémographiques sont disponibles pour tous les membres du ménage.

Méthodes

Des statistiques descriptives ont été utilisées pour comparer les caractéristiques personnelles et socioéconomiques des locataires de logements subventionnés avec celles des locataires de logements non subventionnés. La satisfaction à l'égard du logement et à l'égard du quartier des locataires de logements subventionnés a également été mesurée en fonction des réponses de la personne repère du ménage.

De plus, une analyse de régression logistique a été menée pour évaluer les facteurs associés au fait de vivre dans un logement subventionné au moment de l'enquête en 2021. L'étude a tenu compte d'un certain nombre de divers ensembles d'équations avec différentes variables dépendantes et différentes combinaisons de variables explicatives pour estimer le modèle logistique et ses effets marginaux. Par exemple, dans le premier

ensemble d'équations, la variable dépendante indiquait si le répondant pour le ménage vivait dans un logement subventionné en fonction de diverses caractéristiques personnelles, y compris l'âge, le plus haut niveau de scolarité atteint, l'état matrimonial, l'identité autochtone, la racialisation, les expériences d'itinérance et la région.

Pour comparer les degrés de satisfaction à l'égard de certaines caractéristiques du logement selon le genre et le fait de vivre dans un logement subventionné ou dans un logement non subventionné, le modèle logistique et ses effets marginaux pour chaque caractéristique du logement ont été estimés séparément. Dans chacun des cas, le même ensemble de caractéristiques personnelles était contrôlé. Toutes les estimations dans ce rapport faites à partir des données de l'ECL de 2021 ont été fondées sur des poids bootstrap. L'échantillon a été restreint aux personnes de 15 ans et plus.

Définitions

Identité autochtone : Désigne les personnes s'identifiant aux peuples autochtones du Canada, à savoir les Premières Nations (Indiens de l'Amérique du Nord), les Métis ou les Inuit, les personnes qui déclarent être des Indiens inscrits ou des Indiens des traités (aux termes de la Loi sur les Indiens du Canada), et les personnes qui sont membres d'une Première Nation ou d'une bande indienne. Les données de l'ECL pour certains groupes autochtones (Premières Nations, Métis ou Inuit) renvoient à une combinaison de réponses uniques et multiples sur l'identité autochtone pour les personnes vivant hors réserve.

Personnes racisées : Désigne les personnes qui appartiennent à un groupe désigné comme minorité visible. La Loi sur l'équité en matière d'emploi définit les minorités visibles comme « les personnes, autres que les Autochtones, qui ne sont pas de race blanche ou qui n'ont pas la peau blanche ». La population des minorités visibles est principalement composée des groupes suivants : les Sud-Asiatiques, les Chinois, les Noirs, les Philippins, les Arabes, les Latino-Américains, les Asiatiques du Sud-Est, les Asiatiques occidentaux, les Coréens et les Japonais.

Les femmes vivant dans un logement subventionné au Canada

Tableau A1

Probabilités de vivre dans un logement subventionné, selon certaines caractéristiques personnelles et le genre, 2021

Caractéristiques personnelles	Femmes	Hommes
	effet marginal	
Revenu du ménage ajusté¹ (réf. quintile inférieur [moins de 26 608 \$])		
Quintile 2 (26 608 \$ à 46 538 \$)	-4,4*	-4,0*
Quintile 3 (46 539 \$ à 70 230 \$)	-12,1*	-9,0*
Quintile 4 (70 231 \$ à 106 674 \$)	-12,6*	-10,5*
Quintile supérieur (106 675 \$ et plus)	-18,4*	-13,7*
Activité principale au cours des 12 derniers mois (réf. travailler à un emploi rémunéré ou à son propre compte)		
Chercher un emploi	4,4	2,8*
Étudier	3,8*	-0,7
S'occuper de la maison	6,9*	2,4
S'occuper d'autres membres de la famille	6,4*	5,2*
Être à la retraite	6,6*	4,6*
Maladie de longue durée ou incapacité	9,7*	6,5*
Faire du bénévolat	7,9*	9,4*
Pas d'activité principale ou autre activité	6,3*	6,3*
Niveau de scolarité (réf. diplôme d'études secondaires)		
Sans diplôme d'études secondaires	1,0	1,1
Certificat ou diplôme d'une école de métiers ou d'un collège, ou certificat universitaire inférieur au baccalauréat	-1,1	-1,8*
Baccalauréat ou diplôme de niveau supérieur	-7,0*	-4,0*
État matrimonial (réf. marié(e))		
En union libre	1,8	-1,5
Jamais marié(e) (ne vivant pas en union libre)	5,7*	1,8*
Séparé(e), divorcé(e) ou veuf(ve)	7,3*	0,5
A été sans-abri (réf. n'a jamais été sans-abri)	9,3*	6,8*
Autochtone (réf. non-Autochtone)	7,3*	4,1*
Personnes racisées (réf. personnes non racisées et non autochtones)	7,7*	4,5*

* valeur significativement différente de l'estimation pour la catégorie de référence ($p < 0,05$)

1. Le revenu du ménage ajusté est calculé en divisant le revenu du ménage par la racine carrée de la taille du ménage.

Note : Les variables sur l'âge et la région étaient incluses dans le modèle, mais les résultats ne sont pas présentés dans ce tableau.

Source : Statistique Canada, Enquête canadienne sur le logement, 2021.

Tableau A2

Probabilités d'être insatisfait(e) ou très insatisfait(e) à l'égard du logement, locataires vivant dans un logement subventionné, selon le genre, 2021

Caractéristiques du logement	Logements locatifs subventionnés (réf. logements locatifs non subventionnés)	
	Femmes	Hommes
	effet marginal	
Logement en général	0,0	-1,1
Superficie du logement	2,8	6,9*
État du logement	0,8	-3,1
Accessibilité	-5,3*	-10,0*
Sécurité	3,6*	0,2
Contrôle de la température pendant l'hiver	-0,4	-4,9
Contrôle de la température pendant l'été	4,6*	0,8
Quartier en général	3,9*	1,2

* valeur significativement différente de l'estimation pour les hommes et les femmes vivant dans un logement locatif non subventionné ($p < 0,05$)

Note : Les résultats ont été contrôlés pour un ensemble complet de variables explicatives. Les variables explicatives utilisées sont l'âge, le plus haut niveau de scolarité atteint, l'état matrimonial, l'identité autochtone, le groupe racisé, l'activité principale et la région.

Source : Statistique Canada, Enquête canadienne sur le logement, 2021.

Notes

1. Balestra et Sultan, 2013.
2. Borgoni, Michelangeli et Pirola, 2018.
3. Gagné et Ferrer (2006).
4. Corporation for Supportive Housing, 2014.
5. Dreier et Hulchanski, 1993.
6. Yang et Aitken, 2021.
7. Statistique Canada, 2020.
8. Postmus, Severson, Berry et Yoo, 2009.
9. Menard, 2001.
10. Jeffrey et Barata, 2017.
11. Dichter et Rhodes, 2011.
12. Deng et coll., 2020.
13. Moyser, 2020.
14. Khanam, Langevin, Savage et Uppal, 2022.
15. Le genre a servi à classer les personnes parmi les hommes, les femmes ou « autres ». En raison de la petite taille de l'échantillon des genres entrant dans la catégorie « autres », il était impossible de faire état des résultats pour ce groupe.
16. L'Enquête canadienne sur le logement permet de recueillir des renseignements personnels et sociodémographiques sur tous les membres du ménage.
17. Pour répondre au questionnaire de l'Enquête canadienne sur le logement, une personne repère responsable des décisions relatives au logement pour le ménage a été identifiée pour chaque ménage échantillonné.
18. Statistique Canada, 2017.
19. Uppal, 2022.
20. Les problèmes de logement vont au-delà du logement subventionné au Nunavut et dans l'Inuit Nunangat plus largement. L'Inuit Nunangat est aux prises avec une crise du logement; environ 52 % des Inuit vivent dans un logement surpeuplé (comptant jusqu'à 15 personnes par unité) en raison du manque de logements abordables et convenables et d'une pénurie de logements généralisée.
21. Dans le cadre de l'Enquête canadienne sur le logement, les questions sur la satisfaction à l'égard du quartier sont posées seulement aux personnes responsables des décisions relatives au logement pour leur ménage. Par conséquent, les réponses fournies ne reflètent pas nécessairement la perception de toutes les personnes vivant dans ce ménage.
22. Claveau, 2019.
23. L'Enquête canadienne sur le logement permet de recueillir des renseignements auprès des ménages sur leur communauté, leurs besoins en matière de logement, le logement social et abordable, le logement subventionné, les déménagements forcés, la satisfaction à l'égard du logement et du quartier, les interactions sociales avec la communauté, la santé, l'itinérance et les caractéristiques sociodémographiques.

Documents consultés

- BALESTRA, Carlotta et Joyce SULTAN. 2013. « [Home sweet home: The determinants of residential satisfaction and its relation with well-being](#) ». *OECD Publishing*.
- BORGONI, Riccardo, Alessandra MICHELANGELI et Federica PIROLA. 2018. « [Residential satisfaction for a continuum of households: Evidence from European countries](#) ». *University of Milan-Bicocca*.
- CLAVEAU, Jeannine. 2019. « [Satisfaction des ménages canadiens à l'égard de leur quartier : faits saillants de l'Enquête canadienne sur le logement de 2018](#) », *Série de documents de recherche – Revenu*, Statistique Canada, n° 75F0002M-X au catalogue.
- CORPORATION FOR SUPPORTIVE HOUSING. 2014. « [Housing is the best medicine: Supportive housing and the social determinants of health](#) », *Corporation for Supportive Housing*.
- DREIER, Peter et J. David HULCHANSKI. 1993. « [The Role of Nonprofit Housing in Canada and the United States: Some Comparisons](#) », *Housing Policy Debate*.
- DICHTER, Melissa E. et Karin V. RHODES. 2011. « [Intimate partner violence survivors' unmet social service needs](#) », *Journal of Social Service Research*, vol. 37, n° 5, p. 481–489.
- GAGNÉ, Lynda G. et Ana FERRER. 2006. « [Housing, neighbourhoods and development outcomes of children in Canada](#) », *Canadian Public Policy*, vol. 32, n° 3, p. 275–300.
- JEFFREY, Nicole et Paula BARATA. 2017. « [When social assistance reproduces social inequality: Intimate partner violence survivors' adverse experiences with subsidized housing](#) », *Housing Studies*, vol. 32, n° 7, p. 912–930.
- KHANAM, Farhana, Manon LANGEVIN, Katherine SAVAGE et Sharanjit UPPAL. 2022. « [Les femmes occupant un emploi rémunéré dans les professions de soins à autrui](#) », *Regards sur la société canadienne*, Statistique Canada, n° 75-006-X au catalogue.
- MENARD, Anne. 2001. « [Domestic violence and housing: Key policy and program challenges](#) », *Violence Against Women*, vol. 7, n° 6, p. 707–720.
- MOYSER, Melissa. 2020. « [Différences entre les genres en matière de santé mentale durant la pandémie de COVID-19](#) », *StatCan et la COVID-19 : Des données aux connaissances, pour bâtir un Canada meilleur*, Statistique Canada, n° 45280001-X au catalogue.
- POSTMUS, Judy L., Margaret SEVERSON, Marianne BERRY et Jeong AH YOO. 2009. « [Women's experiences of violence and seeking help](#) », *Violence Against Women*, vol. 15, n° 7, p. 852–868.
- STATISTIQUE CANADA. 2017. « [Les enfants vivant dans un ménage à faible revenu](#) », *Recensement en bref*, Statistique Canada, n° 98-200-X2016012 au catalogue.
- STATISTIQUE CANADA. 2020. « [Défis en matière de santé et enjeux sociaux liés à la situation de la COVID-19 au Canada](#) », *Le Quotidien*.
- UPPAL, Sharanjit. 2022. « [Portrait des Canadiennes et Canadiens ayant vécu en situation d'itinérance](#) ». *Regards sur la société Canadienne*, Statistique Canada, n° 75-006-X au catalogue.
- YANG, Fei-Ju et Nicole AITKEN. 2021. « [Les personnes qui vivaient en appartement ou au sein d'un ménage plus nombreux étaient plus à risque de mourir de la COVID-19 au cours de la première vague de la pandémie](#) », *StatCan et la COVID-19 : Des données aux connaissances, pour bâtir un Canada meilleur*, Statistique Canada, n° 4528001 au catalogue.